N° 95-0329 - Urbanisme, habitat et développement social + domaine et administration générale + finances et programmation - Lyon 3° - Acquisition des locaux (lots n° 7 et 21) appartenant à monsieur Henri Rageade dans l'immeuble en copropriété situé 38, rue Voltaire - Département de l'action foncière -

Le Conseil,

Vu le rapport du 30 novembre 1995, par lequel monsieur le président :

A. Expose ce qui suit :

Dans le courant des années 1981 à 1995, la Communauté urbaine s'est rendue propriétaire, par voie de préemption et à l'amiable, de divers locaux dépendant de l'immeuble en copropriété sis 38, rue Voltaire à Lyon 3°, auxquels sont attachés les 682/1 000 des parties et choses communes générales.

Or, monsieur Henri Rageade vient de proposer la cession à la Communauté urbaine d'un appartement au 3° étage, d'une superficie de 25 mètres carrés environ ainsi que d'une cave au sous-sol, ces biens constituant respectivement les lots n° 7 et 21 de la copropriété auxquels correspondent les 72/1 000 des parties communes.

Il paraît opportun que la Communauté urbaine acquière ces locaux pour favoriser le logement social puis pour s'assurer progressivement la maîtrise de l'immeuble en cause, lequel, étant situé au plan d'occupation des sols dans un emplacement destiné à la création d'un espace vert ou d'un terrain de sports public, pourrait éventuellement être rétrocédé, en temps opportun, à la collectivité bénéficiaire de la réserve.

Aux termes du compromis qui vous est présenté, monsieur Henri Rageade céderait les biens dont il s'agit, libres d'occupation, moyennant le prix de 80 000 F admis par le service des domaines ;

B. Propose, dans ces conditions, d'approuver ledit compromis et de l'autoriser à signer l'acte authentique destiné à permettre la régularisation de cette affaire, enfin de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu ledit compromis ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social, domaine et administration générale et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le compromis susvisé.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'acte authentique destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

3° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 1995 - sous-chapitre 922-000 - article 210-9 - dossier n° 1 230-95.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,